



Turquie : solidarité avec les journalistes et syndicalistes turcs

La répression en Turquie contre les journalistes et syndicalistes se poursuit inexorablement mettant en cause l'existence même de la liberté d'expression et de la liberté syndicale : cinq de nos confrères, dont une responsable syndicale, viennent de se voir condamnés à de lourdes peines de prison ferme.

Et tout ceci dans le silence total des gouvernements européens.

Une Cour d'Istanbul a en effet confirmé le 29 novembre les peines de prison ferme prononcées en janvier dernier contre cinq de nos confrères pour « *propagande terroriste* » suite à une campagne de solidarité pour le journal pro kurde *Özgür Gündem*.

Ce média, fermé par décret-loi en octobre 2016, est accusé par les autorités turques d'être un des porte-voix de la rébellion kurde (PKK).

La justice aux ordres a condamné à trois ans et 9 mois de prison Hüseyin Aykol, et 18 mois de détention ont été infligés à chacun des quatre autres confrères: Hüseyin Bektaş, Mehmet Ali Çelebi, Ayşe Düzkan et Ragıp Duran.

Ayşe Düzkan est également membre de la direction du syndicat turc Disk Basın.

Ces condamnations sont choquantes et inadmissibles.

Elles sont le fait d'un régime qui ne tolère aucun des droits et libertés publiques qui fondent une démocratie.

Les syndicats français de journalistes (SNJ, SNJ-CGT, Cfdt Journalistes, membres de la FIJ) appellent les autorités françaises à dénoncer ces condamnations incompatibles avec la « Charte de sauvegarde des droits de l'homme » et les valeurs du Conseil de l'Europe.

Les syndicats français appellent également les autorités allemandes à ne pas répondre aux demandes des autorités turques qui ont lancé un mandat d'arrêt à l'encontre du journaliste Can Dündar – ancien rédacteur en chef de *Cumhuriyet*, réfugié en Allemagne – accusé par Ankara d'avoir incité aux manifestations en 2013 contre Recep Tayyip Erdogan lors du mouvement de défense du parc Gezi d'Istanbul

La Turquie, qui détient 180 de nos confrères dans ses geôles, est la plus grande prison au monde de journalistes.

Avec la FIJ, appelons à la libération de tous les journalistes détenus.

Nous adresserons en ce sens une lettre à l'ambassade de Turquie en France.

Le 07/12/2018